

Exposition de la méthodologie utilisée par les pools de rédacteurs  
[retranscriptionaudio.com](http://retranscriptionaudio.com) (Travail en trois étapes avec double relecture croisée)

[Compte-rendu officiel site Assemblée](#)

[Vidéo source site Assemblée](#)

(Les éléments indiqués en **rouge** sont ceux qui diffèrent du compte-rendu officiel)

ÉTAPE 1 : TRANSCRIPTION AUTOMATIQUE.....	1
↓	
ÉTAPE 2 : RELECTURE MANUELLE AVEC L'AUDIO .....	2
↓	
ÉTAPE 3 : SECONDE RELECTURE CROISÉE MANUELLE AVEC L'AUDIO .....	3

**ÉTAPE 1 : TRANSCRIPTION AUTOMATIQUE** (Constat : pas de  
ponctuation, erreurs de grammaire et contresens)

Monsieur le président, monsieur le président ~~est le président~~ de la commission des finances, monsieur le rapporteur général, mesdames et messieurs les députés, si les juridictions financières ~~court~~ Cour et ~~chambre régionale~~ chambres régionales des comptes ~~publie~~ publient de très nombreux rapports tout au long de l'année ~~nous en avons publié~~ 60,2 ~~soixante-deux~~ en 2017 ~~,~~ la présentation du rapport public annuel demeure un point culminant de leur calendrier ~~il~~. Il s'agit, en effet, à la fois de ~~leurs rapports~~ leur rapport d'activité et d'une véritable « radiographie » annuelle d'une partie de l'action publique ~~la~~. La diversité des exemples cités dans les deux premiers tomes permet de distinguer de façon objective les évolutions, progrès et ~~réussites~~ réussites à ~~l'œuvre~~ l'œuvre au sein d'un échantillon de ~~politique~~ politiques et d'organismes ~~et, mais~~ aussi de cerner les risques à maîtriser et les efforts ~~engagés au~~ engager ou à poursuivre pour en augmenter l'efficacité et l'efficience ~~avant de vous présenter les idées force de notre rapport je voudrais insister sur un point sur quelques données clés relatives à l'activité des juridictions financières nous~~. Nous avons souhaité qu'un accent particulier soit mis cette année sur le suivi de la mise en ~~œuvre~~ œuvre de nos recommandations ~~il~~. Il apparaît ~~d'une part~~ près de 73 % des ~~1647~~ recommandation émise est suivi 1 647 recommandations émises et suivies au cours des trois dernières années par la ~~cour~~ Cour ont été mises en ~~œuvre~~ œuvre au moins partiellement ~~pour~~. Pour les chambres régionales et territoriales des comptes, cette proportion s'élève à 79 % seuls. Seules 24 % des recommandations de la ~~cour~~ Cour et 39,5 % de ~~celles~~ celles des chambres régionales ont été totalement ~~appliquées~~ appliquées. Certaines parmi ~~elles certaines~~ celles-ci ont entraîné des économies substantielles ~~je~~. Je me contenterai de citer l'exemple du programme budgétaire de ~~l'état destinés~~ l'État destiné au financement des majorations de ~~rands~~ rentes, c'est ~~à~~ à dire des remboursements aux compagnies ~~d'assurance~~ d'assurances et aux mutuelles de coûts liés à leurs obligations en matière d'indexation des rentes sur le coût de la vie ~~constatant~~. Constatant le caractère largement obsolète de ce dispositif ~~datant qui date~~ de 1948, la ~~cour~~ Cour en a recommandé la suppression dans un référé ~~de 2017~~ cette. Cette mesure, introduite dans la loi de finances pour ~~2010~~ 2018, entraînera des économies annuelles de l'ordre de 140 millions d'euros à partir de 2019 et ~~d'un~~ de 1,8 milliard ~~800 millions d'euros~~ au total ~~ce que révèlent les~~.

~~Les~~ données relatives à l'utilisation de nos travaux ~~c'est à la fois~~ révèlent que les juridictions financières participent au quotidien à la transformation de l'action publique et, en creux, que leurs travaux pourraient être encore bien davantage utilisés par le gouvernement ~~Gouvernement~~ comme par le parlement ~~Parlement~~, étant entendu que nous ne confondons pas notre rôle avec celui des pouvoirs publics ~~gouvernement - parlement - Gouvernement, Parlement -~~, à qui il revient d'arbitrer ~~d'arbitrer~~ entre les différents chemins d'amélioration que nous leur proposons, et de décider de leur mise en œuvre ~~œuvre~~. Le dernier mot doit toujours revenir aux représentants du suffrage universel ~~vous~~.

Vous le savez ~~en effet~~, la constitution ~~Constitution~~ place la cour ~~Cour~~ des comptes à équidistance des pouvoirs exécutif et législatif ~~et si~~. Si les constituants successifs ont confirmé ce positionnement, c'est parce qu'il constitue, je le crois, un facteur déterminant du bon fonctionnement de notre vie démocratique ~~avec~~. Avec notre statut juridictionnel ~~juridictionnel~~, c'est ce positionnement qui assure notre indépendance vis-à-vis du gouvernement ~~Gouvernement~~ comme du parlement ~~c'est ce Parlement~~. C'est lui qui garantit divo ~~garantit~~ à vous ainsi qu'à nos concitoyens l'impartialité de nos constats et le fait qu'aucun sujet, même sensible, ne sera laissé dans l'ombre ~~ensuite~~. C'est ce positionnement aussi, et peut-être surtout ~~c'est ce positionnement~~, qui nous permet de servir le plus largement et utilement possible, en assistant avec une égale détermination tous ceux qui ont la charge, chacun dans leur rôle respectif ~~d'arbitrer leurs rôles respectifs, d'arbitrer~~ et de décider ~~gouvernement, Gouvernement~~ comme parlement ~~souvent~~ Parlement.

Souvent, par le passé, nos rapports ont donné lieu à des suites concrètes au parlement ~~ces~~ Parlement. Ces exemples positifs monsieur le président vous l'avez rappelé peuvent se multiplier à l'avenir ~~de, comme vous l'avez rappelé, monsieur le président~~. De son côté, la cour ~~Cour~~ se tient bien sûr prête à approfondir encore sa relation avec l'assemblée ~~l'Assemblée~~ nationale et le sénat ~~Sénat~~, pour ce qui concerne sa mission d'assistance au parlement ~~Parlement~~ dans le contrôle de l'action du gouvernement ~~cela~~ Gouvernement, ce qui peut se faire sans remettre en cause les autres aspects de sa mission générale d'assistance à l'ensemble des pouvoirs publics.

## ÉTAPE 2 : RELECTURE MANUELLE AVEC L'AUDIO (*Actions : ajout de la ponctuation, correction des contresens et des erreurs de grammaire*)

Monsieur le président, monsieur le président de la commission des finances, monsieur le rapporteur général, mesdames et messieurs les députés.

Si, si les juridictions financières, Cours - Cour et Chambres ~~chambres~~ régionales des comptes publient de très nombreux rapports tout au long de l'année - ~~nous en avons publié~~ soixante-deux en 2017 ~~-~~, la présentation du rapport public annuel demeure un point culminant de leur calendrier. Il s'agit, en effet, à la fois de leurs rapports ~~leur rapport~~ d'activité et d'une véritable « radiographie » annuelle d'une partie de l'action publique. La diversité des exemples cités dans les deux premiers tomes, permet de distinguer de façon objective les évolutions, progrès et réussites à l'œuvre au sein d'un échantillon de politique ~~politiques~~ et d'organismes, mais aussi de cerner les risques à maîtriser et les efforts engagés ~~à engager~~ ou à poursuivre pour en augmenter l'efficacité et l'efficience. ~~Avant de vous présenter les idées forces de notre rapport, je voudrais insister sur un point sur quelques données, clés relatives à l'activité des juridictions financières.~~

Nous avons souhaité qu'un accent particulier soit mis cette année sur le suivi de la mise en œuvre de nos recommandations. Il apparaît ~~d'une part~~ que près de 73 % des 1 647 recommandations émises et suivies au cours des trois dernières années par la Cour ont été mises en œuvre au moins partiellement. Pour les chambres régionales et territoriales des comptes, cette proportion s'élève à 79 %. Seuls ~~Seules~~ 24 % des recommandations de la Cour et 39,5 % de celles ~~celles~~ des chambres régionales ont été totalement appliquées. ~~Parmi elles, certaines~~

Certaines parmi celles-ci ont entraîné des économies substantielles. Je me ~~contenterais~~contenterai de citer l'exemple du programme budgétaire de l'État, destiné au financement des majorations de rentes, c'est-à-dire des remboursements aux compagnies ~~d'assurance~~d'assurances et aux mutuelles de coûts liés à leurs obligations en matière d'indexation des rentes sur le coût de la vie. Constatant le caractère largement obsolète de ce dispositif ~~datant~~qui date de 1948, la Cour en a recommandé la suppression dans un référé ~~de~~de 2017. Cette mesure, introduite dans la loi de finances pour 2018, entraînera des économies annuelles, de l'ordre de 140 millions d'euros à partir de 2019 et ~~d'une~~de 1,8 milliard ~~800 millions d'euros~~ au total. ~~Ce que révèlent les~~

Les données relatives à l'utilisation de nos travaux, ~~c'est à la fois~~révèlent que les juridictions financières participent au quotidien à la transformation de l'action publique et, en creux, que leurs travaux pourraient être encore bien davantage utilisés par le ~~gouvernement~~Gouvernement comme par le ~~parlement~~Parlement, ~~étant~~étant entendu que nous ne confondons pas notre rôle avec celui des pouvoirs publics, ~~gouvernement~~parlement, ~~Gouvernement, Parlement~~, à qui il revient ~~d'arbitrer~~d'arbitrer entre les différents chemins d'amélioration que nous leur proposons, et de décider de leur mise en œuvre, ~~le~~Le dernier mot doit toujours revenir aux représentants du suffrage universel.

Vous le savez, ~~en effet~~ la Constitution place la Cour des comptes à équidistance des pouvoirs exécutif et législatif. ~~Et si~~Si les constituants successifs ont confirmé ce positionnement, c'est parce qu'il constitue, je le crois, un facteur déterminant du bon fonctionnement de notre vie démocratique. Avec notre statut juridictionnel, c'est ce positionnement qui assure notre indépendance vis-à-vis du ~~gouvernement~~Gouvernement comme du ~~parlement~~Parlement. C'est celui qui garantit, ~~qui~~à vous garantit ainsi qu'à nos concitoyens, ~~l'impartialité~~l'impartialité de nos constats et le fait qu'aucun sujet, même sensible, ne sera laissé dans l'ombre. ~~Ensuite~~C'est ce positionnement aussi, et peut-être surtout, ~~c'est ce positionnement~~ qui nous permet de servir le plus largement et utilement possible, en assistant avec une égale détermination tous ceux qui ont la charge, chacun dans ~~leur rôle respectif~~leurs rôles respectifs, d'arbitrer et de décider ~~gouvernement, Gouvernement~~comme parlement. ~~Or~~souventParlement.

Souvent, par le passé, nos rapports ont donné lieu à des suites concrètes au ~~parlement~~Parlement. Ces exemples positifs, ~~Monsieur le Président vous l'avez rappelé,~~ peuvent se multiplier à l'avenir, ~~comme vous l'avez rappelé, monsieur le président~~. De son côté, la Cour se tient ~~bien sûr~~prête à approfondir encore sa relation avec l'Assemblée nationale et le ~~sénat~~Sénat, pour ce qui concerne sa mission d'assistance au ~~parlement~~Parlement dans le contrôle de l'action du ~~gouvernement~~Gouvernement. ~~Cela~~Gouvernement, ce qui peut se faire sans remettre en cause les autres aspects de sa mission générale d'assistance à l'ensemble des pouvoirs publics.

### ÉTAPE 3 : SECONDE RELECTURE CROISÉE MANUELLE AVEC L'AUDIO (Actions : correction des dernières coquilles [les éléments restants en rouge sont des éléments de lissage utilisés par le rédacteur officiel pour faciliter la lecture du compte-rendu officiel])

Monsieur le président, monsieur le président de la commission des finances, monsieur le rapporteur général, mesdames et messieurs les députés,  
Si si les juridictions financières, ~~Cour~~Cour et chambres régionales des comptes ~~publient~~publient de très nombreux rapports tout au long de l'année - ~~nous en avons publié~~soixante-deux en 2017 ~~la~~la présentation du rapport public annuel demeure un point culminant de leur calendrier. Il s'agit, en effet, à la fois de leur rapport d'activité et d'une véritable « radiographie » annuelle d'une partie de l'action publique. La diversité des exemples cités dans les deux premiers tomes, permet de distinguer de façon objective les évolutions, progrès et réussites à l'œuvre au sein d'un échantillon de politiques et d'organismes, mais aussi de cerner les

risques à maîtriser et les efforts à engager ou à poursuivre pour en augmenter l'efficacité et l'efficience. ~~Avant de vous présenter les idées-forces de notre rapport, je voudrais insister sur un point et sur quelques données clés relatives à l'activité des juridictions financières.~~

Nous avons souhaité qu'un accent particulier soit mis cette année sur le suivi de la mise en œuvre de nos recommandations. Il apparaît ~~d'une part~~ que près de 73 % des 1\_647 recommandations émises et suivies au cours des trois dernières années par la Cour ont été mises en œuvre au moins partiellement. Pour les chambres régionales et territoriales des comptes, cette proportion s'élève à 79 %. Seules 24 % des recommandations de la Cour et 39,5 % de celles des chambres régionales ont été totalement appliquées. ~~Parmi elles, certaines~~

Certaines parmi celles-ci ont entraîné des économies substantielles. Je me contenterai de citer l'exemple du programme budgétaire de l'État destiné au financement des majorations de rentes, c'est-à-dire des remboursements, aux compagnies ~~d'assurance~~ d'assurances et aux mutuelles de coûts, liés à leurs obligations en matière d'indexation des rentes sur le coût de la vie. Constatant le caractère largement obsolète de ce dispositif ~~datant qui date~~ de 1948, la Cour en a recommandé la suppression dans un référé de 2017. Cette mesure, introduite dans la loi de finances pour 2018, entraînera des économies annuelles, de l'ordre de 140 millions d'euros à partir de 2019 et de 1,8 milliard au total.

~~Ce que révèlent les~~ Les données relatives à l'utilisation de nos travaux, ~~c'est à la fois révèlent~~ que les juridictions financières participent au quotidien à la transformation de l'action publique et, en creux, que leurs travaux pourraient être encore bien davantage utilisés par le Gouvernement comme par le Parlement. ~~Étant, étant~~ entendu que nous ne confondons pas notre rôle avec celui des pouvoirs publics, - Gouvernement, Parlement, - à qui il revient d'arbitrer entre les différents chemins d'amélioration que nous leur proposons, et de décider de leur mise en œuvre, ~~le. Le~~ dernier mot doit toujours revenir aux représentants du suffrage universel.

Vous le savez, ~~en effet~~ la Constitution place la Cour des comptes à équidistance des pouvoirs exécutif et législatif. ~~Et si~~ Si les constituants successifs ont confirmé ce positionnement, c'est parce qu'il constitue, je le crois, un facteur déterminant du bon fonctionnement de notre vie démocratique. Avec notre statut juridictionnel, c'est ce positionnement qui assure notre indépendance vis-à-vis du Gouvernement, comme du Parlement. C'est celui qui garantit, ~~qui~~ - à vous ~~garantit~~ ainsi qu'à nos concitoyens, - l'impartialité de nos constats et le fait qu'aucun sujet, même sensible, ne sera laissé dans l'ombre. ~~Ensuite~~ C'est ce positionnement aussi, et peut-être surtout, ~~c'est ce positionnement~~ qui nous permet de servir le plus largement et utilement possible, en assistant avec une égale détermination tous ceux qui ont la charge, chacun dans leurs rôles respectifs, d'arbitrer et de décider, Gouvernement comme Parlement.

~~Or souvent~~ Souvent, par le passé, nos rapports ont donné lieu à des suites concrètes au Parlement. Ces exemples positifs, ~~Monsieur le Président vous l'avez rappelé,~~ peuvent se multiplier à l'avenir, comme vous l'avez rappelé, monsieur le président. De son côté, la Cour se tient bien sûr prête à approfondir encore sa relation avec l'Assemblée nationale et le Sénat, pour ce qui concerne sa mission d'assistance au Parlement, dans le contrôle de l'action du Gouvernement. ~~Cela, ce qui~~ peut se faire sans remettre en cause les autres aspects de sa mission générale d'assistance à l'ensemble des pouvoirs publics.